



Communiqué de presse
Bruxelles, le 15 janvier 2016

La CGSO et les représentants des économies cantonales s'informent à Bruxelles sur les enjeux de la politique européenne de la Suisse

La Conférence des Gouvernements de Suisse occidentale (CGSO), accompagnée par des représentants des organisations patronales et économiques des cantons membres, a effectué jeudi et vendredi un voyage d'information à Bruxelles. Les échanges ont donné aux membres de la délégation un éclairage détaillé sur les relations entre la Suisse et l'Union européenne (UE), plus particulièrement sous l'angle des enjeux découlant de la mise en œuvre de l'initiative dite contre l'immigration de masse. Il a aussi été question des politiques qui touchent directement les cantons, comme celles ayant trait à l'éducation, à la fiscalité ou à la coopération interrégionale. La visite leur a également permis de s'informer auprès de responsables européens de premier plan sur les défis que rencontre actuellement l'UE, principalement en termes de libre-circulation, pression migratoire ou encore de relance économique. En retour, ces échanges ont permis aux interlocuteurs européens de mieux percevoir le système fédéral suisse, d'être sensibilisés au rôle et préoccupations des cantons en politique européenne, ainsi qu'aux attentes des milieux économiques. Les représentants de l'UE ont saisi cette opportunité pour exprimer leur inquiétude quant à d'éventuels changements unilatéraux imposés par la Suisse en matière de libre-circulation. Le déplacement de la CGSO s'est terminé par une rencontre avec le Président de la Confédération, également en visite à Bruxelles.

Se rendant pour la troisième fois dans la capitale européenne, la CGSO a convié cette fois des représentants des organisations cantonales patronales et économiques à se joindre à la délégation. Ceci constitue un message fort: autorités et secteur privé sont tout autant concernés par les développements politiques et économiques, ainsi que par le futur des relations entre la Suisse et l'UE.

Cette visite a permis aux sept Conseillers d'Etat et onze représentants de l'économie présents de voir comment la Suisse défend ses intérêts à Bruxelles. Les échanges avec les interlocuteurs européens – parlementaires européens, représentants d'Etats membres, du Service européen pour l'action extérieure, de la Commission européenne ainsi que du Comité des régions – ont offert aux participants une meilleure compréhension des enjeux et des réalités européens actuels, dans un contexte soumis à l'épreuve du ralentissement conjoncturel et d'une pression migratoire et sécuritaire sans précédent. Libre circulation des personnes, cadre institutionnel des relations Suisse-UE, fiscalité des entreprises, relance économique, accès au marché, recherche et innovation, éducation, notamment Erasmus+, ou politique régionale sont autant de thèmes qui dominent les relations Suisse-Europe. La mise en œuvre de l'initiative dite contre l'immigration de masse ainsi que la prochaine votation sur l'application du renvoi des criminels étrangers ont bien évidemment été évoquées. Les représentants de Suisse occidentale ont informé leurs interlocuteurs européens sur le fédéralisme suisse et le rôle des cantons en politique étrangère, inscrit dans la Constitution fédérale. Au vu des enjeux en matière de libre-circulation, les cantons ont à cœur de trouver des solutions globales, qui répondent aux besoins spécifiques de leur économie, sans mettre à mal ni la solidarité inhérente au système fédéral, ni les relations avec l'UE, partenaire principal de l'économie nationale.

Le hasard du calendrier a par ailleurs permis à la délégation de la CGSO de s'entretenir à l'issue de son voyage avec le Président de la Confédération, M. Johann Schneider-Amman, de passage vendredi à Bruxelles pour un entretien avec le Président de la Commission européenne, M. Jean-Claude Juncker. Cela a été l'occasion pour les membres de la délégation de faire part au Conseiller fédéral des enseignements de ces deux journées, mais aussi de leurs préoccupations quant au développement des relations Suisse-UE et pour leur économie.

Ce déplacement à Bruxelles a débouché sur une meilleure compréhension des enjeux liés aux relations Suisse – UE, mais aussi sur le constat de la morosité ambiante qui touche l'ensemble du continent. C'est un aspect essentiel pour que les autorités politiques et les milieux économiques puissent informer en toute connaissance de cause la population et répondre à ses interrogations légitimes. Les scrutins qui attendent la Suisse au cours des prochains mois exigent une information aussi claire que possible. Cette visite de la CGSO y contribue et confirme la volonté des cantons d'être des partenaires engagés de la Confédération en politique européenne.

Renseignements complémentaires:

Alain Ribaux, Président de la CGSO, Conseiller d'Etat – +41 79 531 90 10